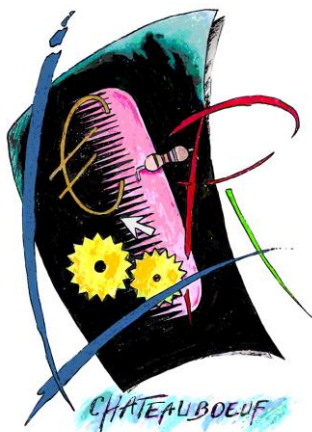




CONVENTION LYCEE - ENTREPRISE

(mise à jour du 08 janvier 2009)

Lycée Professionnel Régional de CHATEAUBOEUF
Rue Raymond LABAT
BP 30055
97256 Fort-de-France - Cedex
☎ 0596 754 050 - 📠 0596 754 811
@ : ce.9720501m@ac-martinique.fr

Entre

L'Entreprise:		
Siège Social:		
Représentée par :		Fonction :
Téléphone :	Télécopie :	E-mail :
Lieu de Stage:		
Téléphone:	Télécopie:	E-mail :
Tuteur :	Fonction :	

et

Le Lycée Professionnel de CHATEAUBOEUF,
représenté par _____, son Proviseur

Au bénéfice de l'élève :

Nom :	
Prénom :	
Classe :	
Adresse :	
Tél :	E-mail :

Pour une durée :

Du _____	au _____	soit l'équivalent de _____
-----------------	-----------------	-----------------------------------

*Vu le Code du Travail, notamment ses articles D. 4153-41 à D. 4153-44 et D. 4153-46,
Vu le Code de l'Éducation, notamment ses articles L. 331-1 à 15, L. 333-5, D. 337-1 à 4 et R. 421-8 à 36,
Vu la délibération du Conseil d'Administration du Lycée Professionnel de CHATEAUBOEUF en date du 21 Avril 2009 approuvant la convention-type et autorisant le Proviseur à conclure au nom de l'Établissement toute convention relative aux Périodes de Formation en Milieu Professionnel conforme à la convention-type,*

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise en œuvre, au bénéfice de l'élève du Lycée Professionnel de CHATEAUBOEUF ci-dessus désigné, d'une période de formation en milieu professionnel réalisée dans le cadre de l'enseignement professionnel.

ARTICLE 2 : Finalité de la formation en milieu professionnel

La finalité de la période de formation en milieu professionnel est pédagogique. L'élève est associé aux activités de l'entreprise concourant directement à l'action pédagogique. En aucun cas, sa participation à ces activités ne doit porter préjudice à la situation de l'emploi dans l'entreprise.

ARTICLE 3 : Dispositions de la convention

La convention comprend des dispositions générales et des dispositions particulières constituées par les annexes pédagogique et financière.

L'annexe pédagogique définit les objectifs et les modalités pédagogiques de la période de formation en milieu professionnel. L'annexe financière définit les modalités de prise en charge des frais afférents à la période ainsi que les modalités d'assurance.

La convention accompagnée de ses annexes est signée par le Chef d'Établissement et le représentant de l'entreprise d'accueil de l'élève. Elle est également signée par l'élève ou, s'il est mineur, par son représentant légal. Elle doit, en outre, être portée à la connaissance des enseignants et du tuteur en entreprise chargés du suivi de l'élève.

La convention est ensuite adressée à la famille pour information.

ARTICLE 4 : Statut et obligations de l'élève

L'élève demeure, durant cette période de formation, sous statut scolaire. Il reste sous la responsabilité du Proviseur du Lycée Professionnel de CHATEAUBOEUF.

Il ne peut prétendre à aucune rémunération de l'entreprise. Toutefois, il peut lui être alloué une gratification. Celle-ci est exonérée de charges sociales si, conformément à l'article D. 242-2-1 du code de la sécurité sociale, son montant ne dépasse pas le seuil équivalent au produit de 12,5 % du plafond horaire de la sécurité sociale et du nombre d'heures de formation effectuées au cours du mois considéré. Ce montant tient compte des avantages en nature et en espèces et du temps de présence mensuel prévu au cours de la période de formation.

Lorsque le montant de la gratification dépasse le plafond indiqué ci-dessus, les obligations de l'employeur incombent à l'entreprise d'accueil du stagiaire, conformément aux dispositions du II-A de l'article R. 412-4 du code de la sécurité sociale.

L'élève ne doit pas être pris en compte dans le calcul de l'effectif de l'entreprise. Il ne peut participer aux éventuelles élections professionnelles.

L'élève est soumis aux règles générales en vigueur dans l'entreprise, notamment en matière de sécurité, d'horaires et de discipline, sous réserve des dispositions des articles 5 et 6 de la présente convention.

L'élève est soumis au secret professionnel. Il est tenu d'observer une entière discrétion sur l'ensemble des renseignements qu'il pourra recueillir à l'occasion de ses fonctions ou du fait de sa présence dans l'entreprise. En outre, l'élève s'engage à ne faire figurer dans son rapport de stage aucun renseignement confidentiel concernant l'entreprise.

ARTICLE 5 : Durée du travail

En ce qui concerne la durée du travail, tous les élèves sont soumis à la durée hebdomadaire légale ou conventionnelle si celle-ci est inférieure à la durée légale.

Dans l'hypothèse où l'élève majeur est soumis à une durée hebdomadaire modulée, la moyenne des durées de travail hebdomadaire effectuées pendant la période de formation ne pourra excéder les limites indiquées ci-dessus.

En ce qui concerne le travail de nuit, seul l'élève majeur nommément désigné par le Proviseur du Lycée Professionnel de CHATEAUBOEUF peut être incorporé à une équipe de nuit.

ARTICLE 6 : Durée et horaires de travail des élèves mineurs

La durée de travail de l'élève mineur ne peut excéder 8 heures par jour et 35 heures par semaine.

Le repos hebdomadaire de l'élève mineur doit être d'une durée minimale de 2 jours consécutifs. La période minimale de repos hebdomadaire doit comprendre le dimanche, sauf en cas de dérogation légale.

Pour chaque période de 24 heures, la période minimale de repos quotidien est fixée à 14 heures consécutives pour l'élève mineur de moins de 16 ans et à 12 heures consécutives pour l'élève mineur de 16 à 18 ans.

Au-delà de 4 heures et demie de travail quotidien, l'élève mineur doit bénéficier d'une pause d'au moins 30 minutes consécutives.

Le travail de nuit est interdit :

- à l'élève mineur de 16 à 18 ans entre 22 heures le soir et 6 heures le matin ;
- à l'élève de moins de seize ans, entre 20 heures et 6 heures.

Ces dispositions ne souffrent aucune dérogation.

Article 7 : Sécurité - Travaux interdits aux mineurs

En application des articles D. 4153-41 à D. 4153-44 et D. 4153-46 du code du travail, l'élève mineur de quinze ans au moins, autorisé par l'inspecteur du travail à utiliser des machines ou produits ou à effectuer des travaux qui lui sont normalement interdits, ne doit utiliser ces machines, produits ou effectuer ces travaux en entreprise qu'avec l'autorisation et sous le contrôle permanent du tuteur.

La demande de dérogation, où figure la liste des machines, produits ou travaux dangereux, est signée par le chef d'entreprise et adressée à l'inspecteur du travail.

Article 8 : Sécurité électrique

L'élève ayant à intervenir, au cours de sa période de formation en milieu professionnel, sur - ou à proximité - des installations et des équipements électriques, doit y être habilité par le chef de l'entreprise d'accueil en fonction de la nature des travaux à effectuer.

Cette habilitation ne peut être accordée qu'à l'issue d'une formation à la prévention des risques électriques suivie par l'élève en établissement scolaire, préalablement à sa période de formation en milieu professionnel.

L'habilitation est délivrée au vu d'un carnet individuel de formation établi par l'établissement scolaire qui certifie que, pour les niveaux d'habilitation mentionnés, la formation correspondante a été suivie avec succès par l'élève.

ARTICLE 9 : Couverture accidents du travail

En application de l'article L. 412-8 modifié du Code de la Sécurité Sociale, l'élève bénéficie de la législation sur les accidents du travail.

Conformément à l'article R 412-4 du Code de la Sécurité Sociale, lorsque l'élève est victime d'un accident survenant soit au cours du travail, soit au cours du trajet, l'obligation de déclaration d'accident incombe à l'entreprise d'accueil. Celle-ci l'adressera à la CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) compétente, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 48 heures suivant l'accident.

Pour le calcul de ce délai de 48 heures, les dimanches et jours fériés ne sont pas comptés. L'entreprise fait parvenir, sans délai, une copie de la déclaration au Proviseur du Lycée Professionnel de CHATEAUBOEUF.

ARTICLE 10 : Assurance responsabilité civile

Le Chef de l'entreprise d'accueil prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu'elle peut être engagée.

Le Proviseur du Lycée Professionnel de CHATEAUBOEUF contracte une assurance couvrant la responsabilité civile de l'élève pour les dommages qu'il pourrait causer pendant la durée de sa période de formation dans l'entreprise ou à l'occasion de la préparation de celle-ci.

ARTICLE 11 : Déroulement de la période de formation en milieu professionnel

Le Proviseur du Lycée Professionnel de CHATEAUBOEUF et le représentant de l'entreprise d'accueil se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient être rencontrées à l'occasion de la période de formation en milieu professionnel.

Le cas échéant, ils prendront, d'un commun accord et en liaison avec l'équipe pédagogique, les dispositions propres à résoudre les problèmes d'absentéisme ou de manquement à la discipline.

Au besoin, ils étudieront ensemble les modalités de suspension ou de résiliation de la période de formation en milieu professionnel.

Fait à Fort-de-France, en trois exemplaires le :

Le Proviseur	
Le Chef d'entreprise	
Le Parent ou le Stagiaire majeur	